

Mettre fin à la guerre par une paix négociée

L'autodéfense légitime et la recherche d'une paix juste et durable ne sont pas contradictoires

*Proposition de négociation du général à la retraite Harald Kujat ainsi que
des professeurs universitaires Peter Brandt, Hajo Funke et Horst Teltschik*

Depuis le début de la guerre d'agression russe, le 24 février 2022, l'Ukraine mène une guerre de défense légitime, dont l'enjeu est sa survie en tant qu'Etat, son indépendance nationale et sa sécurité. Cette constatation est valable indépendamment de la qualité démocratique et juridique et de la réalité constitutionnelle, indépendamment aussi des antécédents beaucoup plus compliqués et du contexte politique mondial également plus compliqué de la guerre.

La légitimité de la défense armée sur la base de l'article 51 de la Charte des Nations Unies ne dispense toutefois pas le gouvernement de Kiev et les Etats qui le soutiennent de l'obligation – notamment vis-à-vis de leur propre peuple – de faire preuve de bon sens, de ne pas s'abandonner à l'augmentation de la violence et de la destruction, mais de promouvoir politiquement l'obtention d'une paix juste et durable. Même pendant la guerre les efforts constants pour trouver une solution diplomatique ne doivent pas être relâchés.

Cela vaut également pour les parties indirectement impliquées, y compris pour la République fédérale d'Allemagne, qui est même particulièrement tenue par le principe de paix contenu dans la Loi fondamentale. En outre, le 2 mars 2022, quelques jours après le début de l'attaque russe, le gouvernement fédéral a approuvé une résolution¹ présentée par l'Ukraine et adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui appelle à un «règlement pacifique du conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine par le dialogue politique, les négociations, la médiation et d'autres moyens pacifiques». Le 23 février 2023, une autre résolution de l'ONU² a demandé aux Etats membres et aux organisations internationales de «redoubler leur soutien aux efforts diplomatiques afin de parvenir à une paix globale, juste et durable en Ukraine». Cet engagement s'applique également au gouvernement ukrainien, qui continue de refuser de négocier avec la Russie.³

Jusqu'à présent, l'Ukraine a résisté à la guerre d'agression russe grâce au soutien global de l'Occident. La décision concernant les dépenses à consentir pour que la guerre se poursuive contre toute raison et malgré l'impossibilité d'atteindre les objectifs politiques ne peut toutefois pas être laissée à long terme au seul gouvernement ukrainien. L'intensification constante de la guerre a déjà entraîné un grand nombre de soldats et de civils ukrainiens tués, ainsi que la destruction d'une grande partie des infrastructures. Plus la guerre se prolonge, plus les pertes ukrainiennes et la destruction du pays augmentent, et plus il devient difficile de parvenir à une paix négociée juste et durable, qui apporterait également la sécurité aux Etats qui se tiennent aux côtés de l'Ukraine. Une nouvelle escalade menace déjà avec les offensives prévisibles des forces armées russes, dans la bataille pour Odessa et avec le conflit qui a repris pour l'exportation des céréales ukrainiennes.

Depuis le 4 juin 2023, les forces armées ukrainiennes tentent de percer les positions défensives russes profondément échelonnées et de bloquer le pont terrestre entre la Russie et la Crimée afin de couper les forces russes de la plaque tournante logistique de la Crimée. Les forces armées ukrainiennes subissent de lourdes pertes humaines et matérielles (occidentales) dans les combats, sans parvenir jusqu'à présent à un succès radical.

Si l'offensive échoue, il faut s'attendre à ce que l'Ukraine exige que les soldats occidentaux suivent les armes occidentales. Car même les livraisons d'armes occidentales prévues ne peuvent pas compenser les énormes pertes en personnel des forces armées ukrainiennes. En revanche, la Russie n'a pas encore engagé la masse de ses troupes de combat actives. On peut donc s'attendre à ce qu'après de nouvelles pertes ukrainiennes, la Russie procède à des contre-attaques pour sécuriser les territoires annexés et atteindre ainsi l'objectif de «l'opération militaire spéciale».

Personne ne peut gagner cette guerre

Depuis un certain temps déjà, il apparaît que ni la Russie ni l'Ukraine ne peuvent gagner cette guerre, car aucun des deux ne peut atteindre les objectifs politiques pour lesquels ils mènent cette guerre. L'Ukraine ne peut pas vaincre la Russie militairement, même avec le soutien de l'Occident par la fourniture d'armes et de munitions ainsi que par la formation de soldats ukrainiens. Même la livraison d'«armes miracles»,⁴ réclamée jusqu'à présent et toujours à nouveau par des profanes, n'est pas le «Game Changer» espéré, qui pourrait changer la situation stratégique en faveur de l'Ukraine. Mais dans le même temps, le risque d'une escalade jusqu'à «l'extrême», un conflit militaire entre l'OTAN et la Russie, avec le risque réel d'une guerre nucléaire limitée au continent européen, bien que les Etats-Unis et la Russie veuillent l'éviter,⁵ augmente.

Cette évolution ne devrait pas être attendue. Car il serait avant tout dans l'intérêt de l'Ukraine de rechercher dès que possible un cessez-le-feu qui ouvrirait la porte à des négociations de paix. Il est tout autant dans l'intérêt des Etats européens qui soutiennent l'Ukraine sans réserve, mais sans stratégie apparente. En effet, en raison de l'usure croissante des forces armées ukrainiennes, le risque d'une escalade de la guerre vers une guerre européenne pour l'Ukraine s'accroît. L'Ukraine accroît ce risque en menant, avec le soutien de l'Occident, de plus en plus d'attentats contre les infrastructures stratégiques russes, comme par exemple le 26 décembre 2022 contre la base nucléaire stratégique d'Engels près de Saratov ou le pont de Kertch.⁶ En outre, l'Occident pourrait se voir contraint d'empêcher une défaite militaire écrasante de l'Ukraine par son intervention active. Il est de plus en plus admis qu'il s'agit là d'un danger réel.⁷

Peut-on négocier avec Poutine?

Jusqu'à présent, rien ne prouve que l'objectif politique de l'«opération militaire spéciale» est de conquérir et d'occuper toute l'Ukraine et que la Russie prévoit ensuite d'attaquer des pays de l'OTAN. Rien n'indique non plus que la Russie et les Etats-Unis se préparent à cette éventualité. D'un point de vue militaire, on ne peut toutefois pas exclure totalement que les forces russes aient l'intention de conquérir des territoires à l'ouest du Dniepr, car elles n'ont jusqu'à présent pas détruit les ponts sur le fleuve, même si cela serait un grand avantage dans la constellation actuelle. Poutine conteste énergiquement le fait qu'il poursuive – comme on le prétend souvent – l'objectif impérialiste de restaurer l'Union soviétique: «Celui qui ne regrette pas l'Union soviétique n'a pas de cœur, celui qui souhaite son retour n'a pas d'esprit.»⁸

Poutine était prêt à négocier avec l'Ukraine et l'est certainement encore, à condition que les négociations soient également souhaitées par la partie adverse, c'est-à-dire les Américains, les Ukrainiens et les Occidentaux. Poutine s'est exprimé à plusieurs reprises de manière positive à ce sujet. Par exemple à l'occasion de la déclaration de mobilisation partielle du 21 septembre 2022: «C'est la première fois que je souhaite le faire publiquement. Après le début de l'opération militaire spéciale, notamment après les discussions à Istanbul, les représentants de Kiev se sont exprimés assez positivement sur nos propositions. [...] Mais une solution pacifique

ne convenait manifestement pas à l'Occident, raison pour laquelle Kiev, après avoir voté quelques compromis, a effectivement reçu l'ordre de réduire à néant tous ces accords.⁹

Toujours le 30 septembre 2022, dans la déclaration sur l'annexion des quatre régions: «Nous appelons le régime de Kiev à cesser immédiatement le feu, à mettre fin à tous les combats, à cette guerre qu'il a déjà déclenchée en 2014, et à revenir à la table des négociations. Nous y sommes prêts, nous l'avons déjà déclaré à plusieurs reprises.»¹⁰

Le 17 juin 2023, Poutine a déclaré à la délégation africaine pour la paix.^{11/12} «Nous sommes ouverts à un dialogue constructif avec tous ceux qui veulent la paix, fondée sur les principes de justice et de prise en compte des intérêts légitimes des différentes parties.» A cette occasion, Poutine a montré ostensiblement un exemplaire paraphé du projet de traité issu des négociations d'Istanbul.

Le 23 juin 2023, «Die Welt» a écrit dans un éditorial détaillé que les médias russes parlaient eux aussi de négociations; on peut supposer que cela a été fait avec l'approbation du Kremlin. L'initiative africaine aurait été largement reprise et commentée avec bienveillance par les médias russes à l'occasion du sommet russo-africain. L'agence de presse étatique RIA a publié un commentaire déplorant l'échec des initiatives de paix précédentes. La rédactrice en chef *Margarita Simonjan*, qui réclamait jusqu'à présent une action plus dure de l'armée russe, s'est prononcée en faveur d'un cessez-le-feu et d'une zone démilitarisée et sécurisée par les forces de maintien de la paix de l'ONU. Il est juste d'arrêter maintenant l'effusion de sang. Les Ukrainiens devraient ensuite voter eux-mêmes par référendum pour savoir à quel pays ils veulent appartenir. «Avons-nous besoin de territoires qui ne veulent pas vivre avec nous? Je n'en suis pas sûr. Pour une raison ou une autre, il me semble que le président n'en a pas besoin non plus», a déclaré Simonian.¹³

La guerre aurait pu être évitée,¹⁴ si l'Occident avait accepté un statut neutre pour l'Ukraine – ce que Selenkij était tout à fait prêt à faire au début –, avait renoncé à l'adhésion à l'OTAN et avait imposé les *Accords de Minsk II* pour les droits des minorités de la population russophone. La guerre aurait pu prendre fin début avril 2022 si l'Occident avait permis la conclusion des négociations d'Istanbul. Il incombe désormais à nouveau, et peut-être pour la dernière fois, à «l'Occident collectif», et en particulier aux Etats-Unis, de fixer le cap vers un cessez-le-feu et des négociations de paix.

Il s'agit de s'engager dans une voie qui permette d'échapper au danger

Les rivalités impériales, l'arrogance nationale et l'ignorance ont déclenché la Première Guerre mondiale, considérée comme la catastrophe originelle du XX^e siècle. La guerre en Ukraine ne doit pas devenir la catastrophe originelle du XXI^e siècle! L'europanisation croissante du conflit menace de faire glisser la Russie et l'OTAN dans une grande guerre qu'aucune des deux parties ne veut ni ne peut vouloir au vu de la catastrophe nucléaire qui les menacerait de manière aiguë dans un tel cas. C'est pourquoi il est urgent de stopper l'escalade avant qu'elle ne développe une dynamique propre qui ne serait plus contrôlable politiquement.

Il s'agit maintenant pour les Etats européens et l'Union européenne, dont le poids politique mondial est constamment réduit par la guerre et dans la guerre, de concentrer tous leurs efforts sur le rétablissement d'une paix stable sur le continent et d'éviter ainsi une grande guerre européenne. L'éviter nécessite l'engagement des dirigeants européens, notamment du président français et du chancelier allemand,¹⁵ dans un effort commun et en coordination avec les présidents américain et turc, tant qu'il est encore temps et que le «point de non-retour»,

auquel *Jürgen Habermas* a fait référence de manière impressionnante, n'est pas encore dépassé.

La paix est possible – une voie hors du danger

Positions des belligérants

Ukraine:

- Négociations seulement après le retrait des troupes russes du territoire ukrainien ou après la libération de tous les territoires occupés par la Russie.
- Obligation pour la Russie de prendre en charge les coûts de la reconstruction.
- Condamnation des dirigeants russes responsables de l'attaque.
- Adhésion à l'OTAN après la fin de la guerre.
- Garanties de sécurité par des Etats désignés par l'Ukraine.

Russie:

- Neutralité consolidée de l'Ukraine – pas d'adhésion à l'OTAN.
- Pas de stationnement de troupes américaines et d'autres troupes de l'OTAN sur le territoire ukrainien.
- Reconnaissance des régions de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia comme territoire russe.
- Limites maximales pour l'ensemble des forces armées ukrainiennes et pour les différentes catégories d'armes.
- Négociations sur le contrôle des armements avec les Etats-Unis/l'OTAN, notamment sur les mécanismes de vérification du système de défense antimissile balistique/BMDS de l'OTAN en Pologne et en Roumanie.

Après le retrait de l'Ukraine des accords d'Istanbul, les deux belligérants ont posé des conditions préalables à l'ouverture de négociations; le président ukrainien ayant même interdit les négociations par décret. Les deux parties ont également formulé des exigences pour les résultats des négociations qui ne sont pas réalisables en l'état. C'est pourquoi il faudrait d'abord parvenir à ce que toutes les conditions pour l'ouverture des négociations soient abandonnées. Le document de position chinois offre une approche raisonnable à cet égard. Il demande que les négociations d'Istanbul soient reprises au niveau atteint à l'époque («resume peace talks [...] resumption of negotiations»).

Les Etats-Unis ont un rôle important à jouer dans l'aboutissement des négociations. Les Etats-Unis devraient pousser le président ukrainien à négocier. En outre, ils (et l'OTAN) devraient être prêts à mener des négociations sur le contrôle des armements, y compris des mesures militaires visant à instaurer la confiance.

Phase I – Cessez-le-feu

1) Le Conseil de sécurité des Nations Unies

adopte, conformément à l'article 24, paragraphe 1, de la Charte de l'ONU, et en accord avec la responsabilité première que lui confèrent ses membres en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, un calendrier et un plan de déroulement pour un cessez-le-feu et des négociations visant à mettre fin à la guerre en Ukraine et à rétablir la paix,

décide d'un cessez-le-feu général et complet entre les belligérants, la Russie et l'Ukraine, avec effet à partir d'un «jour X». Le cessez-le-feu sera appliqué sans exception et sans aucune restriction ou disposition spéciale, indépendamment du déploiement des forces et des systèmes d'armes adverses, et sera mis en œuvre de manière générale et globale et contraignante,

charge un Haut-Commissaire pour la paix et la sécurité en Ukraine de la responsabilité politique de la mise en œuvre du calendrier et du plan de déroulement, ainsi que de toutes les mesures décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU dans ce contexte,

décide de déployer une force de maintien de la paix de l'ONU,¹⁶ conformément au chapitre VII de la Charte de l'ONU, qui sera chargée de respecter et de faire respecter le cessez-le-feu et les mesures sécuritaires et militaires convenues entre les parties.

2) Les parties au conflit cessent toutes les activités de combat à la date fixée par le Conseil de sécurité de l'ONU («jour X»).

3) A partir de cette date, plus aucune arme ni munition ne sera livrée à l'Ukraine. La Russie cesse également de fournir des armes et des munitions à ses forces armées sur le territoire qu'elle occupe depuis le 24 février 2022 et en Crimée.

4) Toutes les forces étrangères irrégulières, les conseillers militaires et les membres des services de renseignement des deux belligérants sont retirés du territoire ukrainien avant le jour X +10.

Phase II – Négociations de paix

1) Les négociations de paix commencent le jour X +15 sous la présidence du Secrétaire général des Nations Unies et/ou du Haut-Commissaire des Nations Unies pour la paix et la sécurité en Ukraine, au siège des Nations Unies à Genève.

2) Les deux parties au conflit réaffirment leur détermination à mener les négociations avec la ferme intention de mettre fin à la guerre et de rechercher un règlement durable et pacifique de toutes les questions en litige. Elles ont l'intention de tenir compte des lettres adressées par la Russie aux Etats-Unis et à l'OTAN le 17 décembre 2021, dans la mesure où elles sont pertinentes pour les négociations bilatérales, et du document de position de l'Ukraine pour les négociations du 29 mars 2022, et de s'appuyer sur les résultats des négociations d'Istanbul.

3) Eléments d'une solution négociée:

a) Les parties au conflit

ne se considèrent pas comme des adversaires à l'avenir et s'engagent à revenir aux principes de sécurité égale et indivisible,

s'engagent à renoncer à la menace et à l'usage de la violence,

s'engagent à ne pas prendre de mesures préparatoires à la guerre à l'encontre de la partie contractante,

s'engagent à la transparence dans leurs planifications et exercices militaires ainsi qu'à une plus grande prévisibilité de leurs actions militaires et politiques,

acceptent le déploiement d'une force de maintien de la paix de l'ONU sur le territoire ukrainien dans une zone de 50 kilomètres de large jusqu'à la frontière russe, y compris les régions de Louhansk, Donetsk, Zaporijjia et Kherson dans leurs limites administratives,

s'engagent à régler tout différend sans recourir à la force, par la médiation du Haut-Commissaire des Nations Unies ou, si nécessaire, des Etats garants. Cela n'affecte pas le droit de l'Ukraine à la légitime défense individuelle et collective conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies.

b) La Russie

retire ses forces armées sur le territoire ukrainien pour les ramener à leur niveau du 23 février 2022,

retire ses forces armées sur son territoire d'une zone de 50 kilomètres de large jusqu'à la frontière ukrainienne, qui ont été déployées dans cette zone depuis le 24 février 2022.

c) L'Ukraine

retire ses forces armées d'une zone de 50 kilomètres de large jusqu'à la frontière russe, y compris les régions de Louhansk, de Donetsk, de Zaporijia et de Kherson,

déclare le statut permanent d'Etat neutre et ne rejoint aucune alliance militaire, y compris l'Alliance de l'Atlantique Nord. La souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Etat ukrainien sont garanties par les engagements correspondants des puissances garantes.¹⁷ Les engagements de garantie ne s'appliquent pas à la Crimée ni à Donetsk, Louhansk, Zaporijia et Kherson à l'intérieur des anciennes frontières administratives,

renonce au développement, à la possession et au déploiement d'armes nucléaires sur son territoire,

n'autorisera pas le stationnement permanent ou temporaire de forces armées d'une puissance étrangère ou de leurs infrastructures militaires sur son territoire,

n'autorisera pas les exercices et les manœuvres de forces armées étrangères sur son territoire,

mettra en œuvre les plafonds convenus¹⁸ pour les forces armées ukrainiennes dans un délai de deux ans.

d) Les problèmes liés à la Crimée et à Sébastopol feront l'objet de négociations bilatérales par voie diplomatique dans un délai de 15 ans et seront résolus en renonçant à la force militaire.

e) Le statut futur des régions de Donetsk, Louhansk, Zaporizhzhya et Kherson fera l'objet d'un accord consensuel lors des négociations. La Russie permettra aux réfugiés de rentrer chez eux. Si les parties aux négociations ne parviennent pas à un accord sur cette question, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour la paix et la sécurité en Ukraine organisera, dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur du traité de paix, un référendum au cours duquel la population sera appelée à se prononcer sur le futur statut. Les citoyens ukrainiens qui résidaient de manière permanente dans ces régions au 31.12.2021 sont autorisés à participer. La Russie et l'Ukraine s'engagent à reconnaître le résultat du référendum et à le transposer dans leur législation nationale avant la fin de l'année au cours de laquelle le référendum a eu lieu. Pour la population d'une ou plusieurs régions qui choisit de rester dans l'entité ukrainienne, le gouvernement ukrainien inscrira dans la Constitution et mettra en œuvre des droits des minorités conformes aux normes européennes (conformément aux accords de Minsk II) avant la fin de l'année au cours de laquelle le référendum a eu lieu.

f) Les Etats garants qui sont membres de l'Union européenne encourageront l'adhésion de l'Ukraine en soutenant les réformes en faveur de l'Etat de droit et de la démocratie.

g) La reconstruction de l'économie et des infrastructures ukrainiennes sera encouragée par une conférence internationale des donateurs.

h) Les deux parties participeront et apporteront un soutien constructif à une Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, organisée dans le cadre de la CSCE et visant à établir un ordre européen en matière de sécurité et de paix. Cette conférence se tiendra dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du traité de paix.

i) Le traité entrera en vigueur dès que les deux parties et cinq Etats garants l'auront signé et, le cas échéant, que les parlements de ces Etats l'auront approuvé et que l'Ukraine aura codifié son statut d'Etat neutre, indépendant et non aligné (sans objectif d'adhésion à l'OTAN) en modifiant sa constitution.¹⁹

k) Les retards éventuels ne justifient ni la rupture du cessez-le-feu ni le retrait des accords obtenus jusqu'alors.

Phase III – Un ordre européen de sécurité et de paix

A long terme, seul un ordre européen de sécurité et de paix, dans lequel l'Ukraine et la Russie ont leur place, peut garantir la sécurité et la liberté de l'Ukraine. Ce sera une architecture de sécurité européenne dans laquelle la situation géostratégique de l'Ukraine ne jouera plus un rôle clé dans la rivalité géopolitique entre les Etats-Unis et la Russie. La voie à suivre passe par une conférence au format CSCE qui s'appuie sur les grandes avancées de la «Charte de Paris» et les développe en tenant compte du contexte sécuritaire et stratégique actuel.

Terminé le 25 août 2023 / Publié le 28 août 2023.

Annotations

¹ www.un.org/depts/german/gv-notsondert/a-es11-1.pdf

² www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF99B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/a_res_es_11_6.pdf

³ Gem. FAZ sieht die Ukraine weiterhin keine Chance für einen Verhandlungsfrieden mit Russland. «Dieser Frieden muss erkämpft werden. Und Russland muss besiegt werden. Sonst gibt es keinen Frieden», sagte der ukrainische Botschafter in Berlin, Oleksii Makeiev, den Zeitungen «Rheinische Post» und «General-Anzeiger». (<https://www.faz.net/aktuell/>)

⁴ Immer wieder wird von deutschen Politikern, die das strategische Prinzip der Zweck-Mittel-Relation nicht verstehen, gefordert, Taurus Luft-Boden-Abstandswaffen zu liefern: <https://www.faz.net/aktuell/politik/ukraine-liveticker-deutsche-politiker-fordern-lieferung-von-marschflugkoerpern-faz-19030454.html>

⁵ And then there's the whole question of, if Ukraine is really losing, let's assume that the Ukrainian military cracks [...] and the Ukrainians are on the run. Again, I'm not saying that's going to happen, but it is a possibility. What is NATO going to do? Are we going to accept the situation where Ukraine is being defeated on the battlefield in a serious way by the Russians? I'm not so sure. And it may be possible in those circumstances that NATO will come into the fight. It may be possible that the Poles decide that they alone have to come into the fight, and once the Poles come into the fight in a very important way, that may bring us into the fight, and then you have a great power war involving the United States on one side and the Russians on the other. (https://mate.substack.com/p/john-mearsheimer-ukraine-war-is-a?utm_source=substack&utm_medium=email)

⁶ seymourhersh.substack.com/p/opera-buffa-in-ukraine

⁷ www.telegraph.co.uk/news/2023/07/18/ukraine-and-the-west-are-facing-a-devastating-defeat/

⁸ beruhmte-zitate.de/zitate/2082369-wladimir-wladimirowitsch-putin-wer-die-sowjetunion-nicht-vermisst-hat-kein-herz/

⁹ en.kremlin.ru/vents/president/news/69390

¹⁰ zeitschrift-osteuropa.de/blog/rede-zur-aufnahme-der-volksrepubliken-doneck-lugansk-zaporozje-undcherson/#:~:text=Ich%20möchte%20daran%20erinnern%2C%20dass,wir%20unsere%20Werte%2C%20unsere%20Heimat

¹¹ www.mdr.de/nachrichten/welt/osteuropa/politik/ukraine-krieg-russland-putin-afrika-friedensmission-100.html

¹² Azali Assoumani, Präsident der Komoren und Vorsitzender der Afrikanischen Union, nach dem Treffen mit Präsident Putin: «Präsident Putin hat gezeigt, dass er zum Dialog und zur Suche nach einer Lösung bereit ist,

und jetzt müssen wir die andere Seite überzeugen. Ich hoffe, dass wir Erfolg haben werden.»

(*augenaufl.blog/2023/07/28/afrikanische-union-waffenstillstand-in-ukraine-ruckt-naher-wenn-selenski-will/*)

¹³ Der Leitartikler der «Welt» schreibt: Putin hält Verhandlungen und einen Waffenstillstand derzeit für die vorteilhafteste Option. Jedenfalls eine bessere, als es darauf ankommen zu lassen, wie viele der eroberten Gebiete er halten kann. Denn die Gegenoffensive der Ukraine schreitet voran. Auch die Kosten des Krieges wachsen mit jedem weiteren Tag und gehen zu Lasten der Entwicklung im Land. Das spürt die Bevölkerung, und das weiss Putin, der bei der Präsidentschaftswahl nächstes Jahr keine gesellschaftlichen Spannungen wünscht. Der Autor schliesst: Sollten die Verhandlungen zwischen der Ukraine und Russland irgendwann ernsthaft aufgenommen werden – etwa weil die Gegenoffensive der Ukraine nicht die gewünschten Erfolge brachte –, wird sich im Konflikt nichts geändert haben: Die Ukraine wird glaubwürdige Sicherheitsgarantien des Westens brauchen, damit nach der Waffenruhe Russland nicht erneut in die Ukraine einfällt.

Mindestens ist es ein hochrangiger Testballon aus dem Kreml, den man auch deswegen beachten sollte, weil er das aufnimmt, was die chinesische Initiative stets betont hat, nämlich die Verhandlungen von Istanbul, die nicht finalisiert wurden, «wieder aufzunehmen». (Vergleiche Waffenstillstands- und Friedensplan Harald Kujats, abgedruckt in Funke: «Ukraine. Verhandeln ist der einzige Weg zum Frieden». Berlin 2023: S. 100–104).

¹⁴ Jeffrey D. Sachs: «In fact, the war was provoked by the U.S. in ways that leading U.S. diplomats anticipated for decades in the lead-up to the war, meaning that the war could have been avoided and should now be stopped through negotiations.» (*consortiumnews.com/2023/05/24/the-war-in-ukraine-was-provoked/*)

¹⁵ Präsident Biden am 31.05 2022 in einem Namensartikel der NYT: «As President Volodymyr Zelensky of Ukraine has said, ultimately this war will only definitively end through diplomacy.»

(www.nytimes.com/2022/05/31/opinion/biden-ukraine-strategy.html)

¹⁶ Die Auswahl und Zusammensetzung sollte nicht nach dem üblichen Force Generation-Verfahren der Uno erfolgen, sondern die Truppensteller sollten zwischen den Verhandlungspartnern abgestimmt werden. Militärische Kontingente folgender Staaten könnten für beide Seiten akzeptabel sein: Ägypten, Brasilien, Deutschland, Frankreich, Indien, Irland, Italien, Österreich, Pakistan, Schweiz, Türkei.

¹⁷ Die Ukraine hatte am 29. März 2022 in ihrem Positionspapier zu den Verhandlungen in Istanbul folgende Staaten als Garantiemächte benannt: Russland, Grossbritannien, China, USA, Frankreich, Türkei, Deutschland, Kanada, Italien, Polen, Israel.

¹⁸ Ausgehend von den in der Anlage zum paraphierten Vertragstext von Istanbul aufgeführten Höchstgrenzen.

¹⁹ Die Ukraine könnte das Inkrafttreten des Vertrages von einem landesweiten Referendum abhängig machen.